

## ETAT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DEMANDE DE REMBOURSEMENT

**Nom – Prénom :** VASCONCELOS Anthony

**Fonction :** Conseiller Municipal

**Adresse :** [REDACTED] ARNOUVILLE

### 1) LIEU ET MOTIF DU DEPLACEMENT

**Lieu du déplacement :** SDEVO (2 avenue du Parc 95 000 CERGY)

**Motif du déplacement (préciser l'objet):** Assemblée Générale du SDEVO – Budget 2023

☐ Mission :

☐ Stage/Formation :

☒ Collaboration organismes consultatifs : représentant de la collectivité au sein du SDEVO

☐ Présentation à un concours, une sélection ou un examen professionnel :

### 2) DUREE DU DEPLACEMENT

Départ le 6 avril 2023 du [REDACTED] ARNOUVILLE au 2 avenue du Parc 95 000 CERGY à 18h00.

Retour le 6 avril 2023 du 2 avenue du Parc 95 000 CERGY au [REDACTED] 95 400 ARNOUVILLE à 20h30.

### 3) TRAJET

☐ Aller simple

☐ Retour simple

☒ Aller - retour

### 4) MODE DE TRANSPORT

☐ Véhicule de service

☒ Véhicule personnel

- Puissance fiscale : 5 CV

- Kilomètres effectués pour le déplacement : 72 km

- Kilomètres effectués depuis le 1<sup>er</sup> janvier (ce déplacement inclus) :

- Taux applicable :

Soit : 72...km x...0,32€ = Montant 23.04 .... €

☐ Transport public de voyageur (joindre les justificatifs)

SNCF .....  
Bus .....

Montant ..... €  
Montant ..... €

Bateau .....  
Avion .....  
Autre (préciser) .....

Montant ..... €  
Montant ..... €  
Montant ..... €

## I - Montant du remboursement

23,04€

### 5) FRAIS D'HEBERGEMENT ET DE REPAS (joindre les justificatifs)

#### ☐ Indemnités de mission

Frais supplémentaires de repas :

..... (Nombre de repas) x 15,25 euros

Montant ..... €

Frais d'hébergement :

..... (Nombre de nuitées) x ..... (Barème fixé par organe délibérant)

Montant ..... €

#### ☐ Indemnités de stage (exclusivement pour les actions de formation d'intégration et de professionnalisation), (joindre les justificatifs)

Cocher la situation :

Conditions de logement et de nourriture	Stagiaires logés gratuitement par l'administration	Stagiaires non logés gratuitement par l'administration
Repas pris dans un restaurant administratif ou assimilé		
Repas non pris dans un restaurant administratif ou assimilé		

Indemnité journalière :

..... (Nombre jours de stage) x 9,40 euros

Montant ..... €

Indemnité journalière majorée ou minorée :

..... (Nombre jours de stage) x 9,40 euros x ..... (Coefficient multiplicateur)

Montant ..... €

## II - Montant du remboursement

..... €

### 6) FRAIS DIVERS (joindre les justificatifs)

Service régulier transport public de voyageur (bus, métro, RER, vélo ...) :

Montant..... euros

Stationnement :

Montant..... euros

Autoroute :

Montant .....euros

Taxi :

Montant ..... euros

Autres (préciser) :

Montant ..... euros

**III - Montant du remboursement** **23,04€**

**TOTAL GENERAL (I+II+III)** **23,04€**

L'agent certifie l'exactitude des renseignements portés sur l'état de frais et demande le remboursement des sommes engagées :

Le 16/05/2023 à Arnouville

Anthony VASCONCELOS

Le Maire certifie l'exactitude des renseignements portés sur l'état de frais:

VU pour accord, le 24/05/2023.....



Pour le Maire, par délégation,  
Séverine VOITURIER  
Directrice Générale Déléguée des Services

**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE****Légifrance**

Le service public de la diffusion du droit

Liberté  
Égalité  
Fraternité**Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat**

❶ Dernière mise à jour des données de ce texte : 01 janvier 2022

NOR : BUDB0620005A

JORF n°153 du 4 juillet 2006

**Version en vigueur au 24 mai 2023**

Le ministre des affaires étrangères, le ministre de la fonction publique, le ministre de l'outre-mer et le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement,  
Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,  
Arrêtent :

**Article 1****Modifié par Arrêté du 14 mars 2022 - art. 1**

Les taux des indemnités kilométriques susceptibles d'être allouées à l'agent utilisant son véhicule personnel pour les besoins du service sont fixés comme suit, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 3 juillet 2006 susvisé, les kilomètres étant décomptés du 1er janvier au 31 décembre de chaque année :

a) Pour la métropole et l'outre-mer

LIEU OÙ S'EFFECTUE LE DEPLACEMENT	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 10 000 KM	APRÈS 10 000 KM
<b>Véhicule de 5 CV et moins</b>			
Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)	0,32	0,40	0,23
Polynésie française (en F CFP)	52,05	62,46	37,15
Nouvelle-Calédonie (en F CFP)	52,05	62,46	37,15
Iles Wallis et Futuna (en F CFP)	55,01	93,82	38,69
<b>Véhicule de 6 CV et 7 CV</b>			
Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)	0,41	0,51	0,30
Polynésie française (en F CFP)	56,42	68,38	40,10
Nouvelle-Calédonie (en F CFP)	56,42	68,38	40,10
Iles Wallis et Futuna (en F CFP)	56,42	72,88	43,05
<b>Véhicule de 8 CV et plus</b>			



<b>Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)</b>	<b>0,45</b>	<b>0,55</b>	<b>0,32</b>
<b>Polynésie française (en F CFP)</b>	<b>61,05</b>	<b>72,88</b>	<b>43,05</b>
<b>Nouvelle-Calédonie (en F CFP)</b>	<b>61,05</b>	<b>72,88</b>	<b>43,05</b>
<b>Iles Wallis et Futuna (en F CFP)</b>	<b>64,01</b>	<b>75,83</b>	<b>44,73</b>

## b) Pour l'étranger

L'agent en service à l'étranger peut prétendre au remboursement de ses frais pour les trajets interurbains supérieurs à cent kilomètres sur la base d'une indemnité kilométrique forfaitaire qui se compose :

- d'une part correspondant au prix moyen hors taxe en euros d'un véhicule de 5 CV à 7 CV de trois ans déterminé par chaque service gestionnaire et divisé par 50 000 ;

- et d'une part égale à 0,06 litre par kilomètre parcouru au prix du carburant du pays de résidence.

## NOTA :

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 14 mars 2022 (NOR : TFPF2206232A), ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

## Article 2

Modifié par Arrêté du 14 mars 2022 - art. 1

Les taux des indemnités kilométriques susceptibles d'être allouées à l'agent utilisant, pour les besoins du service, une motocyclette, un vélomoteur ou un autre véhicule à moteur lui appartenant sont fixés comme suit, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 3 juillet 2006 susvisé :

<b>LIEU OÙ S'EFFECTUE LE DEPLACEMENT</b>	<b>MOTOCYCLETTE</b> (cylindrée supérieure à 125 cm <sup>3</sup> )	<b>VELOMOTEUR</b> et autres véhicules à moteur
<b>Métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon (en euros)</b>	<b>0,15</b>	<b>0,12</b>
<b>Polynésie française (en F CFP)</b>	<b>26,09</b>	<b>15,68</b>
<b>Nouvelle-Calédonie (en F CFP)</b>	<b>26,09</b>	<b>15,68</b>
<b>Iles Wallis et Futuna (en F CFP)</b>	<b>27,50</b>	<b>16,46</b>

Pour les vélomoteurs et les autres véhicules à moteur, le montant mensuel des indemnités kilométriques ne peut être inférieur à une somme forfaitaire de 10 € pour la métropole, la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon et à 646 F CFP pour la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et les îles Wallis et Futuna.

## NOTA :

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 14 mars 2022 (NOR : TFPF2206232A), ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

## Article 3

Le directeur du budget du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, le directeur général de l'administration et de la fonction publique et le directeur des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1er novembre 2006 et sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 2006.

Le ministre délégué au budget  
et à la réforme de l'Etat,  
porte-parole du Gouvernement,  
Jean-François Copé  
Le ministre des affaires étrangères,  
Philippe Douste-Blazy  
Le ministre de la fonction publique,  
Christian Jacob  
Le ministre de l'outre-mer,  
François Baroin